

RYTHMES SCOLAIRES, DÉCENTRALISATION, AUSTÉRITÉ... **L'ÉCOLE VAUT MIEUX QUE ÇA !**



**NON AUX COUPES
DANS LES SERVICES
PUBLICS**

**L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ
C'EST POSSIBLE !**

**FRONT
DE GAUCHE**

www.placeauplepe.fr

Après une concertation en trompe l'œil, un passage en force ministériel !

Le Conseil Supérieur de l'Éducation qui regroupe principalement des représentants des organisations syndicales enseignantes et des parents d'élèves a rejeté le décret sur les rythmes scolaires. Le Ministre passe donc en force et au lieu de prendre le temps de la concertation que demandent les personnels et nombre de collectivités, il essaye de forcer la main aux communes en leur faisant miroiter une aide financière pour celles qui choisiront d'appliquer en urgence la réforme en 2013. Les professeurs des écoles parisiens se sont mobilisés contre cette pseudo réforme au mois de janvier. Le mouvement se généralise aujourd'hui.

Culture commune contre école à la carte

Cette réforme des rythmes scolaires détourne d'un travail sur les contenus, les pratiques et les conditions d'apprentissage, là où se fabrique l'échec scolaire. L'urgence politique est à la construction d'une école de la réussite pour tous : elle doit viser non pas à moins d'école mais à

plus et mieux d'école, à l'accès de tous à une culture commune de haut niveau, sous peine d'aggraver encore les inégalités.

Ni socle commun, ni externalisation ! Pour une école vraiment commune, les missions du scolaire et du périscolaire doivent être clairement définies, dans le respect du rôle de chacun.

Ni marchandisation, ni individualisation

En rejetant dans le temps périscolaire des activités et des apprentissages, l'école publique sera dépendante de la volonté et des moyens des collectivités locales. C'est la porte ouverte à une marchandisation de l'éducation et à une remise en cause du caractère national de l'école.

Egalité républicaine : non à l'acte III de la décentralisation !

La réforme Peillon est à la charge des communes, alors même que les moyens alloués aux écoles par les communes varient encore de un à dix !

L'acte III de la décentralisation, en préparation, remet en cause le principe de l'égalité républicaine. Sur fond de politique d'austérité, le gouvernement veut imposer une territorialisation de l'école qui aggrave les disparités au lieu de les corriger.

**FRONT
DE GAUCHE**

www.placeauplepe.fr

Défendre le service public

Imaginer l'école de demain

- Repenser la progressivité des apprentissages, dans le cadre d'une scolarité obligatoire élargie (de 3 à 18 ans), pour en finir avec la mise en échec des élèves ;
- Engager une réforme des programmes, dans une approche culturelle des apprentissages et sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre ;
- Améliorer les conditions de travail et les conditions d'apprentissage, par la baisse des effectifs et le renforcement des équipes pédagogiques ;
- Restaurer tous les postes supprimés sous Sarkozy, titulariser tous les précaires ;
- Doter les écoles de matériels permettant un épanouissement des élèves et un bien vivre à l'école ;
- Recruter des ATSEM et pérenniser leur statut ;
- Instaurer une formation initiale et continue des enseignants, ancrée dans les réalités du métier et ouverte à la recherche ;
- Revaloriser la condition enseignante en mobilisant la profession autour d'objectifs ambitieux et en augmentant les salaires.

Pour une alternative à gauche

Les espoirs créés par la défaite de Sarkozy ne doivent pas être dilapidés.

Sur le terrain **éducatif**, il faut rompre avec les mesures d'inspiration néo-libérale héritées de Sarkozy. Et engager la transformation de l'école, dans une perspective égalitaire et émancipatrice.

Dans **les services publics**, il faut en finir avec les critères de rentabilité. Et partir des besoins de la population, en renouant un dialogue démocratique dans l'ensemble du territoire.

A l'échelle globale des politiques économiques, il faut **rompre avec la précarité et la flexibilité que le gouvernement veut ériger en règle** après l'accord minoritaire sur l'emploi du 11 janvier 2013 !

Il faut stopper les **licenciements boursiers** et investir dans la **planification écologique**, pour sortir le pays de la crise.

Une autre politique à gauche est possible.

Le Front de Gauche s'adresse pour cela à toutes celles et tous ceux qui souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme.

L'alternative à l'austérité, c'est possible !

Retrouvez toute l'actualité du Front de Gauche sur le site :

www.placeaupeuple.fr